

Mais, dans le même temps qu'il liquide l'affaire algérienne, pour asseoir sérieusement son pouvoir, de Gaulle doit absolument reprendre en mains l'armée pour en faire un instrument docile, véritable armature de son Etat fort.

Dans un premier temps, il s'y emploie par la manœuvre, la corruption : décorations, avancements mutations... Mais cette méthode douce se révèle rapidement inefficace. Les comploteurs continuent de comploter jusque dans les bâtiments officiels de l'Ecole Militaire. Là, chez le colonel Lacheroy, se réunissent fréquemment et régulièrement les généraux Gardy et Faure, les colonels Broizat, de Blignières, Godard, Argoud, Gardes... Les réunions sont connues des R.G., pourtant, aucune intervention ne vient les troubler. Degueudre, quant à lui, va et vient librement en Algérie, se rend librement en France chez le colonel de Blignières. Les RG connaissent ces faits, mais le lieutenant déserteur n'en est pas inquiet pour autant. Ce n'est qu'après le putsch d'avril 61 qu'il se résoud à employer « les grands moyens » : arrestations, sanctions, condamnations. C'est donc contraint et forcé par le danger potentiel que peut représenter la révolte pratiquement ouverte des cadres de l'armée, en particulier des colonels dont le rôle a été déterminant lors des barricades de 60, où ils ont mené leur affaire par dessus les généraux, qu'il s'est résolu à quelques rares châtements exemplaires : 4 officiers condamnés à mort et effectivement exécutés, Argoud récupéré en RFA. Profitant de l'immobilisme de la classe ouvrière muselée par ses organisations, il s'est même permis lors du putsch d'avril d'employer un langage qu'aucun « démocrate sincère » n'avait osé utiliser lors de son putsch du 13 mai 58. En effet, dans ces circonstances, il n'a pas hésité à appeler le contingent à refuser d'obéir à tout officier comploteur, y compris quand il s'agirait d'opérations militaires contre le FLN et à réduire ce complot militaire par les armes s'il le faut. C'est que pour lui, la lutte dans laquelle il s'est engagé est trop sérieuse pour qu'il risque de la perdre par des demi-mesures, des attermoissements. Il s'agit en effet pour le général de briser l'armée coloniale en tant que faction, en tant que force politique autonome, ce qu'elle tend de plus en plus à devenir depuis l'agonie de la IVème République et le 13 mai 1958. Ce que consacre le putsch d'avril 61 où, pour la première fois, elle n'est pas une force d'appoint dont on recherche l'appui, mais elle se pose et agit en volonté politique propre. Ce fut là d'ailleurs la seule forme de développement vraiment sérieuse du fascisme dans l'après-guerre. En effet, sous toutes ses autres apparitions, il s'est révélé assez faible. Même au moment de son apogée comme mouvement de masse, par le biais du poujadisme, le fascisme n'osa jamais vraiment s'attaquer de front au mouvement ouvrier.

Fin 1962, des activistes de la guerre d'Algérie, il ne reste plus que des groupes destructurés, des individus isolés : ex-officiers renvoyés dans le civil, pieds-noirs quittant l'Algérie, petits-bourgeois cultivant l'humiliation de la braderie de l'empire et évincés par la concentration capitaliste. Ce n'est plus là qu'une clientèle pour politiciens fascistes utilisables si nécessaire pour contre-balancer une reprise d'activité politique du prolétariat que l'action du pouvoir résolument anti-ouvrière et maintenant libérée de toute entrave ne manque pas de susciter en 1963 : plan de stabilisation, grève des mineurs, nombre de jours de grève le plus élevé depuis 10 ans. Le poids du gaullisme et de l'Etat fort triomphant occupant l'ensemble de l'espace politique de la droite et de